

B

iographies et résumés

SESSION 1 : INDICATEURS DE PROGRÈS SOCÉTAL À DIFFÉRENTS NIVEAUX DE POUVOIR

Ouverture et présidence de la session

Philippe Donnay débute sa carrière en 1999 comme macro-économiste auprès de la Banque Degroof. De 2004 à 2006, il assume la fonction de Directeur du Centre d'études Politiques, Economiques et Sociales et Conseiller économique, financier et budgétaire de la Présidente du CDH.

Après un passage à la FEB en tant que Chief Economist de 2006 à 2007, il devient, au début de 2008, Directeur de Cabinet adjoint, puis Directeur de cabinet (à la cellule de politique générale) de la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, Madame Joëlle Milquet.

Fin 2011, il est nommé Directeur de cabinet (Cellule de Politique générale & Cellule stratégique Intérieur) de la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. Il est nommé ensuite Commissaire au Plan le 1er mai 2014.

Sébastien Brunet est Administrateur général de l'IWEPS et professeur à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'université de Liège. Docteur en science politique et administration publique, spécialisé dans l'étude des risques, des interactions science-société et des méthodologies participatives et délibératives, il a dirigé pendant près d'une dizaine d'années le laboratoire SPIRAL (Scientific and Public Involvement in Risk Allocations Laboratory).

Nadine Gouzée est économiste (ULB 1971), avec maîtrise en économétrie (DULBEA 1976) et formation complémentaire en éthique économique, sociale et environnementale (KUL 1991). Après des années au Québec comme chercheuse sur le développement régional (Université de Sherbrooke) et en Belgique comme chercheuse scientifique dans le Programme national de R&D en Énergie de la Politique scientifique belge (1976-81), elle a participé à de nombreux groupes de travail belges et internationaux (UE, OCDE, ONU) sur les questions d'énergie, climat, éco-fiscalité et développement durable, y compris comme Lead expert européenne dans des négociations de Rio à Rio+20 sur les indicateurs et les stratégies de développement durable. Elle est depuis 1981 Membre du Bureau fédéral du Plan où elle dirige depuis 1998 l'élaboration des Rapports fédéraux sur le Développement durable (mission bisannuelle du BFP par la loi du 5 mai 1997), dont l'approche transdisciplinaire porte sur l'étude des tendances en cours, les évaluations de la politique menée et les scénarios de prospective. Elle fut vice-présidente du Conseil wallon de l'Environnement pour un

Développement durable (1995-2000) et de la Commission du Développement durable des Nations Unies (2003), où elle représenta la Belgique de 1993 à 2012.

Claire Plateau : Etat des lieux des approches complémentaires au PIB développées par les instituts nationaux de statistiques

Claire Plateau est adjointe au chef de département des comptes nationaux à l'Insee. Elle y est chargée de la coordination de la mise en œuvre des recommandations du rapport Stiglitz et du suivi des indicateurs de développement durable. Elle est rapporteur de la commission développement durable du Conseil National de l'Information Statistique. Elle assiste le co-président du groupe statistique des amis de la Présidence mis en place par la commission statistique de l'ONU pour proposer un programme de travail pour définir des mesures plus larges du progrès. Elle était chargée dans le cadre du programme de recherche e-frame de la Commission européenne, du recensement des activités au-delà PIB réalisées par les offices nationaux de statistiques de l'Union européenne.

Résumé :

Traditionnellement, les statistiques officielles décrivent l'évolution de la situation économique en utilisant des indicateurs tels que le produit intérieur brut (PIB). Cependant, le PIB à lui seul n'explique pas si les gens et l'environnement vont bien ou mal. Ces interrogations sont devenues plus aiguës avec la crise économique et financière de 2008 et ont ouvert la voie aux travaux de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi sur la mesure des performances économiques et du progrès social et à la Communication « le PIB et au-delà » de la Commission européenne. Elles invitent l'une et l'autre à combler les lacunes statistiques et à compléter le PIB par des indicateurs qui mesurent les progrès sociaux et environnementaux. Ces recommandations sont en ligne avec la résolution 38 du rapport final « le futur que nous voulons » de la conférence des Nations Unies RIO+20. Depuis, les initiatives se sont multipliées pour améliorer les instruments existants, tant au niveau mondial (ONU) que régional (OCDE, UNECE, Eurostat) et national. La statistique officielle mais aussi la recherche académique et la société civile contribuent au débat.

La présentation s'attache à présenter quelques-unes de ces initiatives, les principales avancées statistiques mais aussi les challenges restant pour les années à venir. Elle s'interroge aussi sur les bonnes pratiques pour contribuer à l'ancrage de ces indicateurs dans le débat public.

Rutger Hoekstra : Convergence des approches pour mesurer le progrès sociétal

Rutger Hoekstra works at Statistics Netherlands as coordinator of Horizon2020 projects. He holds a PhD in environmental economics and has been a guest lecturer at various universities. He has written numerous scientific articles and a book (Edward Elgar Publishers). He was a member of the advisory board of the World Input-Output Database (WIOD) project (FP7 project).

Since 2007 he has been involved in various projects related to the measurement of sustainable development (all together with his colleague Jan Pieter Smits). He was project leader of the "Sustainability Monitor for the Netherlands" and project coordinator the FP7 project "European Framework for Measuring Progress (e-Frame)". Together with Jan Pieter Smits he shared the post of chair/editor of the UNECE/OECD/Eurostat Task Force for Measuring Sustainable Development (TFSD). This produced the "Conference of European Statisticians Recommendations on Measuring Sustainable Development" in 2013, which was endorsed by over 50 countries.

Résumé :

The last 4-5 decades have yielded hundreds of initiatives and measurement systems to go "Beyond GDP". The list seems to be growing every year. On the one hand this shows that there is a great demand for new indicators,

but on the other hand the community is sending a very confusing signal to society. This heterogeneity in measurement systems is in stark contrast to GDP which is an indicator from the highly harmonised and institutionalized "System of National Accounts".

In this presentation it will be argued that a period of convergence is required. The "Beyond GDP" community will need to take stock of the commonalities of the various systems and try to come to some kind of harmonisation. The presentations will explore two areas which might provide insights for this process. First, the history of "beyond GDP" will be discussed and compared to the convergence process which the national accounts went through. Second, an in-depth analysis of 52 systems to measure sustainable development is presented. The analysis shows that these systems have many common features which provides a good basis for future convergence. This is joint work with Jan Pieter Smits and Niels Schoenaker.

Pierre-Jean Lorens, Stéphane Humbert et Grégory Marlier : Indice de développement humain et indicateurs de développement durable en Nord-Pas-de-Calais : processus de construction et usages

Pierre-Jean Lorens est Directeur du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation, Conseil Régional Nord-Pas de Calais

Il a été durant 10 années co-directeur de l'Observatoire Régional de l'Habitat et de l'Aménagement (ORHA) après avoir travaillé comme consultant en politiques urbaines au sein du groupe Caisse des Dépôts et Consignations. Chercheur associé au Centre d'Études et de Recherches sur les Administrations Politiques et Sociales (CERAPS) – Lille II de 2003 à 2006 ; membre du Conseil de Prospective et de Dynamique des Territoires de la DATAR de 2004 à 2005 ; membre du Conseil Scientifique de la DIACT de 2005 à 2008 ; auteur de nombreux articles concernant l'évaluation et l'avenir des politiques publiques et notamment d'une récente contribution au rapport piloté par Eloi Laurent sur « l'égalité des territoires », il est également membre des comités d'orientation des revues *Futuribles* et *Pouvoirs Locaux* et intervient fréquemment dans les formations organisées par l'ENA, l'INET, Sciences Po Lille et *Futuribles*.

Stéphane Humbert est chargé de mission au Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais au sein de la Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation. Expert en statistique, il assure le suivi de la situation économique, sociale et environnementale du Nord-Pas-de-Calais dans le cadre du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire. Ce suivi s'appuie en particulier sur de nouveaux indicateurs de développement mis en place par la Région. Stéphane Humbert pilote également le programme de travail entre le Conseil Régional et l'Insee dont il est originaire. Au sein de l'Insee, il a notamment travaillé sur les conséquences de la pauvreté sur les conditions de vie et sur la mesure du développement et de la richesse des territoires.

Grégory Marlier est chargé de missions statistiques au Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais au sein de la Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation. Il assure le suivi du programme « Indicateurs 21 » de la Région Nord-Pas-de-Calais qui vise à élaborer de nouveaux indicateurs de développement régional. Il a également assuré l'animation technique du groupe de travail de l'Association des Régions de France qui avait pour mission de construire de nouveaux indicateurs de richesse permettant de mieux appréhender les spécificités régionales et d'offrir une nouvelle grille d'analyse des territoires. Docteur en sciences économiques, Grégory Marlier a notamment travaillé sur les questions de soutenabilité budgétaire et d'évaluation des rendements et des risques des systèmes de retraite.

Résumé :

Dès 2003, en lien avec les travaux de prospective du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT), le Conseil régional Nord-Pas de Calais a lancé le programme "Indicateurs 21" visant à mettre au point de nouveaux indicateurs de richesse, complémentaires du PIB. Ce programme

combine tableaux de bord et indicateurs synthétiques permettant de mesurer la trajectoire de développement de la région dans le cadre de la vision stratégique vers un développement durable à l'horizon 2030.

Cette démarche s'est d'abord construite, avec des universitaires, en déclinant à l'échelle régionale et locale des réflexions nationales ou internationales qui ont donné lieu à la création d'indicateurs synthétiques reconnus et disposant d'une forte légitimité.

Convaincue que le choix des instruments de mesure du développement ne doit pas être cantonné dans un débat entre experts et responsables politiques, la Région Nord – Pas de Calais a ensuite organisé en 2009 une conférence citoyenne sur ces nouveaux indicateurs de développement ; L'avis qui a été rendu par les citoyens a été particulièrement riche en termes de préconisations sur le calcul, l'interprétation, la diffusion et l'usage de ces indicateurs. Il a permis à la Région d'améliorer la mesure du développement durable et humain du Nord-Pas de Calais mais également de promouvoir l'usage de ces indicateurs comme des outils de sensibilisation et d'information, de pilotage des stratégies publiques de développement (Agenda 21 régional, SRADDT, Contrats de Projets Etat-Région...) mais aussi comme des instruments d'allocations différenciés d'aides régionales ou départementales (subventions culturelles, développement des TIC, budgets participatifs des lycées, etc...).

Il semblait également essentiel pour les participants à la conférence citoyenne que toutes les parties prenantes (décideurs politiques, experts, acteurs associatifs et citoyens) soient collectivement associées aux travaux de construction ou d'amélioration des indicateurs.

Cette préoccupation s'est traduite par le lancement d'un forum hybride sur les indicateurs, qui pour objectif de donner des avis et des recommandations sur le choix du type d'indicateurs à construire, la construction en elle-même des indicateurs, le processus chemin-faisant de réinterrogation ou d'amélioration de ces indicateurs, et l'interprétation des résultats et des conclusions à en tirer, notamment en termes d'usages.

Lidia Bratanova : Feuille de route pour le suivi de l'agenda post-2015

Lidia Bratanova is Director of the Statistical Division of the UN Economic Commission for Europe with more than 30 years of experience in official statistics at both, national and international level.

She joined the UNECE in 1996 and from 2003 to 2009 was Secretary of the Conference of European Statisticians and Deputy Director. At the UNECE she has been responsible for and involved in a broad range of activities in economic statistics, such as national accounting and globalization, but also measuring sustainable development, environment and climate change related statistics and recent work on modernization of statistical production.

Before joining the UNECE, Mrs. Bratanova worked for 3 years with the Statistics Directorate of OECD with focus on economies in transition in Eastern Europe and Central Asia. She is Bulgarian and from 1981 to 1992 worked at the National Statistical Institute of Bulgaria.

Résumé :

The last two decades have seen a proliferation of methods and indicators to measure sustainable development. Therefore, a few years ago the UNECE, jointly with OECD and Eurostat, embarked on conceptual work to develop Recommendations on Measuring Sustainable Development including a measurement framework and a set of indicators that can be used for international comparison. The Recommendations, published in 2013, were used as an important input to the work of the Open Working Group on developing the SDGs. A dedicated UN expert group on measuring progress recommended the framework and its indicators to the global statistical community.

In less than one year, the UN Member states are expected to adopt a new development framework. The post-2015 development agenda will be universal and transformative and will be centred around a set of Sustainable

Development Goals which are currently being negotiated by governments – 17 new goals and over 160 targets are proposed.

The breadth and depth of the proposed SDGs is unprecedented. Effective measurement and reporting at the global, regional and national levels will be crucial. The future goals will require close monitoring through a suitable set of targets and indicators to assess both short-term and long-term impacts on sustainable development. High-quality data are needed to inform on the status of progress under the new agenda, but also to improve decision-making, hold policy-makers accountable and help identify effective policies. In this regard there is call for a “data revolution”. Data should be publicly available, timely, coherent and relevant and should be created through the collaboration of statisticians, international organisations, civil society, academia and the private sector.

Fabrice Murtin : Perspective des indicateurs de progrès selon la vision de l'OCDE

Fabrice Murtin est un économiste qui travaille à l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) et enseigne la politique économique à Sciences-Po Paris. Diplômé d'un doctorat en économie de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, il a effectué sa thèse au CREST (INSEE), à Paris School of Economics et à la London School of Economics avant de rejoindre l'Université de Stanford en post-doctorat. Sa recherche porte sur le développement économique, le marché du travail et l'économie du bien-être. Il a publié une vingtaine d'articles de recherche dans des journaux académiques dont le Journal of Economic Growth, Economic Policy, Review of Economics and Statistics, European Economic Review, Journal of Economic Inequality ou le Journal of Human Capital. Il a travaillé comme consultant pour la Banque Mondiale et la Commission Européenne.

Résumé :

Fabrice Murtin présentera les deux grandes approches de l'OCDE en termes de mesure du bien-être des sociétés. La première se présente sous la forme d'une batterie d'indicateurs couvrant l'ensemble des dimensions importantes à la qualité de vie : revenu, emploi, santé, éducation, logement... L'« Indice du Vivre Mieux » résume ensuite la somme de ces informations et est également disponible au niveau local. Les résultats pour la Belgique et diverses provinces belges seront présentés. La deuxième approche se fonde sur l'utilisation de dimensions objectives (revenu des ménages, espérance de vie, taux de chômage) qui sont converties en termes monétaires pour refléter les préférences des populations, puis agrégées avec des poids subjectifs. Cet indicateur de « Croissance Inclusive » situera la Belgique à l'échelle internationale.

SESSION 2 : PROCESSUS ET MISE EN ŒUVRE EN WALLONIE ET AU NIVEAU FÉDÉRAL

Mesure du progrès sociétal en Wallonie

Sébastien Brunet et Natacha Zuinen : Cadre institutionnel et décisions gouvernementales concernant les indicateurs de progrès

Sébastien Brunet est Administrateur général de l'IWEPS et professeur à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'université de Liège. Docteur en science politique et administration publique, spécialisé dans l'étude des risques, des interactions science-société et des méthodologies participatives et délibératives, il a dirigé pendant près d'une dizaine d'années le laboratoire SPIRAL (Scientific and Public Involvement in Risk Allocations Laboratory).

Natacha Zuinen est ingénieur commercial (Ecole de commerce Solvay-ULB). Elle a également un diplôme en économie (UCL) et un certificat interuniversitaire en évaluation des politiques publiques. Elle coordonne depuis septembre 2012 le département du Développement durable du Service public de Wallonie (SPW). Avant cette fonction au SPW, elle a travaillé pendant 15 ans dans la Task Force Développement durable (TFDD) du Bureau fédéral du Plan. Elle y a développé une expertise sur les indicateurs de développement durable et sur le changement des modes de consommation et de production non durables, et a activement participé à la publication bisannuelle des rapports fédéraux sur le développement durable. Par ailleurs, elle est également la représentante officielle de la Belgique dans plusieurs groupes de travail internationaux consacrés au développement durable.

Isabelle Reginster et Christine Ruyters : Cadre conceptuel et méthodologique des indicateurs complémentaires au PIB : premiers résultats

Isabelle Reginster est géographe et titulaire d'un doctorat en sciences géographiques de l'Université de Louvain. Elle a travaillé comme chercheuse à l'Université de Louvain et à l'Université Laval (Canada), avant de rejoindre l'IWEPS en 2008. Ses domaines de recherche concernent le territoire, dans une vision transversale de celui-ci. Ses travaux de recherche portent sur la construction d'indicateurs territoriaux, des analyses spatiales sur le territoire et sa population, des évaluations de politiques publiques et des perspectives territoriales. Elle co-pilote depuis 2010, avec Christine Ruyters, le projet sur le développement d'indicateurs complémentaires au PIB pour la Wallonie. Elle est déléguée et représentante de la Wallonie à l'OCDE dans le Working Party on Territorial Indicators.

Christine Ruyters est sociologue de formation. Elle a travaillé comme chercheuse à l'Université de Liège avant de rejoindre, en 1993, le Service des Etudes et de la Statistique de la Région wallonne, devenu en 2004, Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique. Ses principaux domaines de recherche portent sur la cohésion sociale, le bien-être et le progrès sociétal, le développement humain, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le développement d'indicateurs complémentaires au PIB. Elle apporte un soutien méthodologique à la mise en œuvre et à l'évaluation des plans de cohésion sociale dans les communes de Wallonie et contribue à la conception et à l'élaboration d'indicateurs de bien-être et de cohésion sociale au niveau local et régional. Elle co-pilote depuis 2010, avec Isabelle Reginster, le projet de développement d'indicateurs complémentaires au PIB pour la Wallonie.

Résumé :

Concevoir des indicateurs susceptibles de dépasser les limites du PIB pour mesurer le progrès global et refléter les priorités sociétales et politiques actuelles dans une optique de développement durable est un défi que tente de relever l'IWEPS.

L'exposé présente les grandes lignes du cadre conceptuel et opérationnel de construction d'un système d'indicateurs complémentaires au PIB pour la Wallonie et développe la démarche mise en œuvre pour l'élaboration de deux indicateurs retenus par le Gouvernement wallon, en novembre 2012, parmi cinq indicateurs prioritaires : l'indice de situation sociale de la Wallonie (ISS) et l'indice de bien-être de la Wallonie. Cette présentation montre également les limites du premier exercice de mesure de ces indicateurs et la nécessité de poursuivre les recherches en cours pour les améliorer.

Les orientations données au cadre conceptuel et opérationnel de l'IWEPS s'appuient sur les recommandations de la Commission pour la mesure des performances économiques et du progrès social et sur les travaux qui tentent d'opérationnaliser la définition du développement durable du Rapport Bruntland selon ces recommandations, en particulier le Monitor Duurzaam Nederland. Selon ces approches, mesurer le progrès de notre société nécessite de mesurer séparément le niveau de bien-être des générations actuelles et l'évolution du stock global de ressources disponibles de notre patrimoine (économiques, sociales, environnementales), et transmissibles d'une génération à l'autre, qui indique les perspectives de développement futur ou, au contraire, de recul de ce niveau de bien-être. A ces deux mesures, l'IWEPS en ajoute deux : d'une part, une mesure des tensions et des déséquilibres dans le fonctionnement de notre société, qui constituent une menace pour le bien-être des générations futures, et d'autre part, une mesure de la gouvernance, régulateur des tensions, qui assure le bien-être courant et impacte la préservation et l'amélioration des ressources nécessaires au bien-être futur.

Le système d'indicateurs développé par l'IWEPS est conçu pour offrir aux utilisateurs différentes possibilités de sélection, de calcul et d'agrégation des indicateurs, selon leurs besoins et usages, à partir de tableaux de bord qui contiennent les informations de base (données et métadonnées) nécessaires à la mesure du bien-être actuel et de sa durabilité.

L'indice de situation sociale de la Wallonie (ISS), 1er exercice avril 2014 (niveau régional)

L'indice de situation sociale wallon cherche à dresser un panorama statistique de la situation sociale en Wallonie. Il s'articule autour de dix dimensions généralement reconnues comme constituant des conditions de vie et de la qualité de vie d'une population et représentatives de l'état de la situation sociale et des déséquilibres ou inégalités socio-économiques: la démographie, la santé, la formation et les connaissances, la culture, la sécurité, les valeurs, les revenus, l'emploi, les déséquilibres de revenus et les déséquilibres sur le marché du travail. C'est un indice synthétique basé sur l'agrégation de 24 indicateurs clés sélectionnés dans un tableau de bord d'une centaine d'indicateurs. Il est développé en trois niveaux d'agrégation.

L'évolution annuelle de l'indice, calculé une première fois en avril 2014 sur une période de 11 ans (2002 à 2012), fournit un signal propre à attirer l'attention du grand public et des utilisateurs tandis que les évolutions de ses composantes permettent d'identifier les éléments qui expliquent la tendance générale.

L'évolution de l'ISS wallon montre assez clairement trois périodes qui peuvent être synthétisées comme suit : de 2002 à 2006, une période d'évolution positive lente, de 2006 à 2010, une période d'incertitudes, avec fluctuations annuelles, comme le PIB/hab, avec un écart temporel avec celui-ci. De 2010 à 2012, une période de très légère augmentation de l'ISS.

L'indice des conditions de bien-être de la Wallonie (ICBE), 1er exercice avril 2014 (niveau local)

Le bien-être est appréhendé comme le produit d'interrelations complexes entre ses composantes multidimensionnelles. L'identification de celles-ci repose sur une démarche concertée auprès de plus de 1.200 citoyens et acteurs locaux. Cette approche vise à prendre en considération ce qui compte pour les citoyens ou qui a de la valeur en termes de bien-être pour tous, en tenant compte de la diversité territoriale et sociale des

populations interrogées. Elle est basée sur la méthodologie SPIRAL (Societal Progress Indicators and Responsibilities for All) du Conseil de l'Europe.

A défaut de pouvoir couvrir, dans ce premier exercice, l'ensemble des facettes qui interagissent dans la composition du bien-être, la mesure proposée s'apparente davantage à une mesure des conditions de bien-être, c'est-à-dire une mesure de la qualité de l'environnement de vie, au sens large, dans lequel évoluent les individus, générateur de conditions plus ou moins favorables à l'émergence d'un état de bien-être individuel et collectif.

L'indice synthétique agrège 58 indicateurs clés sélectionnés à partir d'un tableau de bord d'une centaine d'indicateurs choisis ou construits à partir de sources diversifiées, parfois inédites, accessibles à l'échelle des 262 communes wallonnes. Le choix des indicateurs repose à la fois sur une recherche de sens et de pertinence statistique.

L'exercice apporte un éclairage, certes partiel et incomplet, sur huit familles et 50 dimensions structurantes du bien-être, avec un taux de couverture très variable de celles-ci, certaines dimensions et familles étant mieux approchées que d'autres, pour des raisons de disponibilité des données statistiques. Lors des exercices ultérieurs, il conviendra d'étendre la mesure du bien-être aux composantes non ou peu mesurées dans ce premier exercice.

L'ICBE permet d'identifier les territoires touchés par des conditions de vie plus ou moins favorables par rapport à la moyenne wallonne. L'analyse des composantes de l'indice global permet de nuancer la contribution de chacune d'elles à la diversité spatiale.

Gilles Bertrand et Fanny Heylen : Indicateurs de la stratégie wallonne de développement durable et articulation avec les indicateurs complémentaires au PIB

Gilles Bertrand est bio-ingénieur de formation et dispose également d'un baccalauréat en philosophie et d'un DES en gestion de l'environnement. Son parcours professionnel lui a permis d'acquérir une expertise dans plusieurs domaines environnementaux (eau, sol, biodiversité, énergie renouvelables) ainsi qu'en stratégies de développement (sécurité alimentaire, développement urbain et rural, renforcement des capacités). Ayant travaillé pour le compte de diverses structures, tant publiques que privées (organisation internationale, gouvernement, administration, université, entreprise, ONG), et dans plusieurs pays, il possède une large expérience des réalités et attentes de nombreux acteurs. Il a rejoint le département du Développement durable du Service public de Wallonie en février 2014 où il s'occupe plus spécifiquement des questions d'indicateurs de développement durable, d'alimentation durable, de circuits courts et de services éco-systémiques.

Fanny Heylen est titulaire d'un master en sciences économiques (Université de Namur) et d'un master en économie européenne (Collège d'Europe). Elle a rejoint le département du Développement durable du Service Public de Wallonie en février 2014 où elle se consacre notamment aux questions relatives aux indicateurs de développement durable et aux modes de consommation et de production durables. Auparavant, Fanny Heylen a travaillé pendant deux ans pour la Coopération Technique Belge au Pérou et au Burundi dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et du développement économique local. Elle dispose par ailleurs d'une expérience au sein de la DG Développement et Coopération de la Commission Européenne.

Résumé :

L'intervention portera sur les indicateurs de développement durable en cours d'élaboration dans le cadre du suivi et de l'évaluation de la stratégie wallonne de développement durable. Elle abordera plus particulièrement les points suivants :

- la finalité des indicateurs de développement durable, en accord avec le décret relatif à la stratégie wallonne de développement durable (27 juin 2013) ;
- le processus d'élaboration du système d'indicateurs de développement durable sur la base des travaux effectués par d'autres régions et pays voisins ainsi qu'au niveau de l'Union Européenne;
- l'approche méthodologique en abordant le mode de regroupement des indicateurs, la taille du système et les critères de sélection utilisés.
- Enfin, l'articulation et la complémentarité de ces indicateurs, basés sur une approche 'policy-based', avec les indicateurs complémentaires au PIB.

Mesure du progrès sociétal au niveau fédéral

Nadine Gouzée, Patricia Delbaere et Johan Pauwels : Mise en oeuvre de la loi sur les indicateurs complémentaires au PIB et évaluation des progrès vers des objectifs de développement durable

Nadine Gouzée est économiste (ULB 1971), avec maîtrise en économétrie (DULBEA 1976) et formation complémentaire en éthique économique, sociale et environnementale (KUL 1991). Après des années au Québec comme chercheuse sur le développement régional (Université de Sherbrooke) et en Belgique comme chercheuse scientifique dans le Programme national de R&D en Energie de la Politique scientifique belge (1976-81), elle a participé à de nombreux groupes de travail belges et internationaux (UE, OCDE, ONU) sur les questions d'énergie, climat, éco-fiscalité et développement durable, y compris comme Lead expert européenne dans des négociations de Rio à Rio+20 sur les indicateurs et les stratégies de développement durable. Elle est depuis 1981 Membre du Bureau fédéral du Plan où elle dirige depuis 1998 l'élaboration des Rapports fédéraux sur le Développement durable (mission bisannuelle du BFP par la loi du 5 mai 1997), dont l'approche transdisciplinaire porte sur l'étude des tendances en cours, les évaluations de la politique menée et les scénarios de prospective. Elle fut vice-présidente du Conseil wallon de l'Environnement pour un Développement durable (1995-2000) et de la Commission du Développement durable des Nations Unies (2003), où elle représenta la Belgique de 1993 à 2012.

Johan Pauwels holds a master's degree in economic sciences from Ghent University (1982). He worked as an assistant at the University of Antwerp, as a research and policy adviser at the National Centre for Development Cooperation and as a scientific staff member of the Federal Council for Sustainable Development. Since December 2001, he has been working at the Federal Planning Bureau as an expert in the Task Force on Sustainable Development. He contributes to the Federal reports on sustainable development and coordinates the Sustainable Development Indicators project (www.indicators.be). From 2003 until 2006, he was seconded to the Federal Public Planning Service Sustainable Development as a communications consultant.

Patricia Delbaere est licenciée en biologie humaine et a un Diplôme d'études spécialisées en sciences et gestion de l'environnement (UCL, 2000 et 2002). Elle a travaillé deux ans comme Assistante de recherche au Centre Entreprise Environnement de l'Institut d'Administration et de Gestion à l'UCL dans des projets sur les modes de consommation et de production durables. Elle travaille depuis 2004 comme experte au Bureau fédéral du Plan, dans la Task force développement durable. Elle y contribue aux analyses transdisciplinaires de la situation actuelle, aux évaluations de la politique menée et aux scénarios de prospective réalisés dans les Rapports fédéraux sur le développement durable.

Résumé :

La première présentation du Bureau fédéral du Plan est consacrée aux lois et expériences concernant les indicateurs complémentaires au PIB au niveau de l'Etat fédéral. Les deux cadres légaux portant sur de

nouveaux outils sont présentés, ainsi que les expériences utiles pour appréhender la diversité des progrès sociétaux. Le plus récent est celui de la loi du 14 mars 2014 sur les indicateurs complémentaires qui a chargé le Bureau fédéral du Plan d'une nouvelle mission: élaborer une série restreinte d'indicateurs complémentaires sur la qualité de vie, le développement humain, le progrès social et la durabilité de notre économie. Cette publication doit utiliser une série d'autres travaux connexes. La chambre des représentants discutera ces indicateurs en séance publique. Cette nouvelle mission a des points communs avec la mission confiée antérieurement au Bureau fédéral du Plan par la loi de 1997 d'évaluer régulièrement la mise en oeuvre de la stratégie fédérale de développement durable. Cette évaluation est faite notamment à l'aide d'indicateurs sociaux, environnementaux, économiques et institutionnels. C'est dans ce cadre que depuis 2012 une liste de 75 indicateurs de développement durable, dont 25 indicateurs phares, est proposée et régulièrement mise à jour sur le site www.indicators.be. Ce site a été développé comme site pilote avec l'appui d'Eurostat. Il a la particularité de relier un grand nombre de ces indicateurs aux objectifs politiques adoptés par les autorités publiques ce qui donne un critère d'évaluation de leur évolution. Quatre bilans annuels en ont déjà été publiés. Le bilan 2014 fut le premier à mesurer les progrès réalisés en direction de la vision à long terme adoptée en 2013 par le gouvernement fédéral. Etant donnés les points communs entre les missions qui lui ont été confiées par ces deux cadres légaux, le Bureau fédéral du Plan s'en acquittera à l'avenir avec cohérence et dans un souci d'efficacité par rapport aux ressources disponibles.

Guy Vandille : indicateurs complémentaires au PIB et comptes satellites sociaux et environnementaux de la comptabilité nationale

Guy Vandille is an economist from the Catholic University of Leuven (KUL). From July 1991 till June 1993 he worked as an assistant in the Master of Arts in economics program of the Universitas Katholikas Parahyangan in Bandung, Indonesia. After his return to Belgium he worked as an assistant in the research group on economic development of the Center for Economic Studies of the KUL, where he obtained his PhD degree in February 2001. Since February 2001 he has been working on environmental-economic accounts at the Federal Planning Bureau. Over the years he participated in the construction of the Belgian Air Emissions Accounts, (Physical) Energy (Flow) Accounts, Economy-Wide Material Flow Accounts, Environmental Protection Expenditure Accounts, Environmental Goods and Services Sector accounts, and the account for Environmental Taxes by Economic Activity.

Résumé:

The second presentation of the Federal Planning Bureau is also linked to complementary indicators but it takes place at another level, within the three following levels of statistics. The first level consists of the basic statistical data obtained from administrative sources and gathered by surveys. Such basic data can be combined in a set of accounts in order to ensure their coherence. In that way national accounts and their satellite accounts are built as a second level. From the basic statistics, as well as from the accounts, a third level can be derived, namely indicators, a set of statistics which are to inform policy makers and the general public about specific problems or areas of interest.

One of the most well-known indicators is gross domestic product (GDP). This indicator is derived from the national accounts. Environmental and social satellite accounts are constructed according to the same principles as the national accounts. This creates the opportunity to derive a coherent set of economic, environmental and social indicators. The construction of satellite accounts also allows broader types of analysis, such as environmental input-output analysis and decomposition analysis.

The initial work on satellite accounts focused on social accounts. However, at present environmental accounts are already further developed than social accounts. The United Nations has accepted the System of integrated Environmental and Economic Accounting (SEEA) as a statistical standard in 2012. And the European Union has started to put the SEEA into practice by means of Regulations 691/2011 and 538/2014. No such official

statistical standard yet exists as far as social accounts are concerned. Their development, as well as the further practical deployment of environmental accounts, will require a considerable amount of time and human resources.

SESSION 3 : QUELS INDICATEURS POUR MESURER LE PROGRÈS DES SOCIÉTÉS ?

Antoinette Brouaux coordonne Associations 21 depuis avril 2010. Auparavant, elle a travaillé au CRIOC (Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs) et au Réseau Financement Alternatif (devenu Réseau Financité).

Avec son bagage en philo et lettres et ses antécédents dans le secteur culturel, Antoinette Brouaux est une généraliste dont la spécialité est de mettre en relation divers experts ou acteurs de terrain, et de promouvoir les approches transversales en décloisonnant les débats et les réseaux. C'est aussi une activiste de longue date dans divers champs d'activités en relation avec le développement durable.

Résumé de l'activité d'Associations 21

Associations 21 est une plate-forme francophone d'associations et d'organisations citoyennes actives dans différents secteurs: développement durable, environnement, aménagement du territoire, culture, économie sociale, éducation, genre, associations oeuvrant avec les plus pauvres, relations Nord-Sud, droits humains.

Depuis sa création en 2006, Associations 21 a développé une dynamique de réseau avec ses membres en croisant leurs points de vue pour favoriser la réflexion critique transversale et contribuer à imaginer, expérimenter et promouvoir des modes soutenables et équitables de production, de consommation, d'organisation et de décision.

Cette dynamique de réseau permet la concertation entre des associations de secteurs différents sur les questions transversales qui caractérisent le développement durable, en appui aux associations contribuant à des processus consultatifs ou participatifs aux différents niveaux de pouvoir, ou en vue d'appels lancés par la société civile.

En 2014, l'activité d'Associations 21 s'est principalement focalisée sur les modes de consommation et de production durables, et sur les dynamiques collectives de transition. Prônant comme les syndicats une transition juste vers une société bas carbone, les membres d'Associations 21 entendent y contribuer en pointant l'enjeu des dynamiques collectives à l'oeuvre dans chaque initiative de transition et les obstacles ou leviers de la professionnalisation de ces initiatives citoyennes. Ces questions seront largement débattues lors du Forum de la Transition Solidaire organisé par Associations 21 et ses partenaires le 1er avril 2015 à l'Université du Travail de Charleroi.

Cette fonction d'organisation couple a été reconnue officiellement en 2013 par un agrément de l'Etat Fédéral.

Sur l'activité générale d'Associations 21, cf <http://www.associations21.org/>

Sur l'activité spécifiquement liée aux dynamiques collectives de transition : <http://www.transition21.be/>

Sabine Denis

PROFESSIONAL EXPERIENCE

2009 - today	Director, Business and Society Belgium , business network On Corporate Social Responsibility
2008 - 2009	Advisor, cabinet of the Flemish minister of Economy and International Trade
2000 – 2007	King Baudouin Foundation , program advisor Social Justice and Corporate Sustainability;
1990 – 2000	Senior Counsel, S.W.I.F.T. sc ; in charge of international deals and international litigation; coordinator of the sponsorship committee;
1987 – 1990	Assistant at the Law Faculty of Namur ; research and publications on IT law (Story Scientia) and teaching court law;

1987 – 1990 Lawyer at the **Brussel's Bar**.

PROFESSIONAL ENGAGEMENT

2010 - today Board member Technopolis NV
 2011 - today President Belgacom Group Foundation
 2012 – today President of the Alpro Social Fund
 2013 – today President of the Mobistar CSR Board
 2014 – today Member of the Belgian Jury of Ethics in Publicity
 2011 – today Guest lecturer at HEC Liège and Vlerick business school
 2011 – 2013 Member of the jury of the Trends Business Tour, the Award for The Future Generations, the ING Solidarity Award and the B-post Award

BACKGROUND

LLM, University of Hull, U.K., Magna cum laude

LLB Law, K.U.Leuven, Cum laude

BA Law, University of Namur, Cum laude

Christine Mahy, après une formation d'assistante sociale, crée l'asbl « La Chenille » (1982-1995) au départ d'une école de devoirs et d'animations de quartier à Marche-en-Famenne où vit une communauté turque importante. Dès ce moment, sa préoccupation première consiste à favoriser l'accès à la culture au sens large du terme pour le plus grand nombre, en ville comme à la campagne. Dans le même temps, Christine Mahy travaille à la Maison de la Culture de Marche (1984-1990), avant d'en assurer la direction (1991-1998) : la démocratie culturelle par l'éducation permanente est son crédo. Avec Daniel Seret, artiste-peintre qui dirige l'asbl « Crean » afin de faire entrer l'art en milieu rural, elle constitue le « Miroir vagabond » qui allie action sociale et culturelle. Établie à Hotton depuis 1998, l'asbl peut se prévaloir d'un important travail d'alphabétisation pour obtenir le statut de centre de jeunes et organisme d'insertion socioprofessionnelle ; Ch. Mahy y est désormais employée. Depuis 2003, le « Miroir vagabond » est l'opérateur du « contrat de pays » liant les six communes de Hotton, Rendeux, La Roche, Houffalize, Vielsalm et Gouvy dans un projet de développement socioculturel.

Convaincue qu'il est indispensable de faire évoluer la société vers plus d'équité, pour enrayer les phénomènes de pauvreté, en faveur d'une société plus collective et consciente de l'enrichissement des différences, et de l'importance de la prise en compte des minorités, Christine Mahy s'investit dans l'asbl Centre de Médiation des Gens du Voyage en Wallonie, et dans le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté dont elle prend la présidence en 2005. L'attribution à Ch. Mahy du prix Bologne-Lemaire de Wallonne de l'année 2005 rend hommage « à une actrice exemplaire de l'action socioculturelle en Wallonie, promotrice d'une action globale de développement local et régional en milieu rural touchant l'ensemble de la population ».

En 2012, elle est élevée au rang de chevalier du Mérite wallon.

Présentation du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté

Il y a plus de 25 ans, à l'initiative de quelques associations en Wallonie se développait un Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté organisé en association de fait. Cette démarche collective volontaire avait pour but d'être plus fort dans l'interpellation du monde politique en matière de lutte contre la pauvreté à travers la participation des populations.

L'évolution du Réseau et l'adaptation aux réalités associatives, conduisirent ses membres à la constitution en association sans but lucratif en février 2003

Le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté asbl, composé aujourd'hui de 25 associations membres de l'assemblée générale et d'un ensemble de partenaires, active une démarche participative sur l'accès et l'exercice des droits des personnes en situation de pauvreté en Région wallonne, dans une préoccupation de Justice Sociale indispensable à une société démocratique.

Attentif à ce que la participation des personnes qui vivent la pauvreté soit réelle et l'expertise de la traversée de la vie de celles-ci soit en permanence au centre des préoccupations, sur base des travaux produits, le RWLP provoque l'existence d'espaces-temps de travail avec les pouvoirs publics (L'Etat Fédéral, la Région Wallonne, les Provinces, les Communes) et les autres acteurs de la société civile (les mutualités, les syndicats, d'autres réseaux, les relais sociaux, fédérations, etc). Un travail de co-construction des politiques structurelles étant à la base de l'éradication de la pauvreté.

Leida Rijnhout - Director for Global Policies & Sustainability in European Environmental Bureau (EEB) - is a national Dutch and has a background in cultural anthropology with more than 30 years of experience in international development cooperation and sustainability. For many years, she facilitates and coordinates the global NGO community to realise their active engagement in United Nations processes on Sustainable Development and Environment. For that reason she was heavily involved at the Summit on Sustainable Development in 2002 (Johannesburg) and at Rio+20 in 2012 (Rio de Janeiro), including all the preparatory meetings. At the moment she coordinates, as Organising Partner for the UN, the input of the global NGO society in the definition of the future Sustainable Development Goals (follow up of the MDGs) and governance for SD. She is the European Focal Point for civil society in Europe, in the 10 year Framework on Sustainable Consumption and Production (UNEP). And she is the representative for the Environmental NGOs at the OECD.

Before she switched to Sustainable Development, she worked for 15 years in international cooperation, with special focus to rural development in Latin America (Bolivia). She was responsible for the implementation and evaluation of several rural development programs in Bolivia and advised in the establishment of local credit systems and local food processing. She was for four years the coordinator of the platform of four development NGOs, working together in one joint program. Afterwards, she was appointed as coordinator of a Flemish platform for Sustainable Development (VODO), where she worked for eight years, with her team, on innovative and integrating tools to promote Sustainable Development. After that she became the Executive Director of ANPED (Northern Alliance for Sustainability)

Leida was also coordinator of an international think tank on ecological debt and environmental justice. She always combined scientific research work, activists' approaches, field experiences and policy work. She wrote many articles and chapters of books on sustainability and speaks Dutch, English and Spanish.